



Passerelles

Supplément au bulletin académique du SE/UNSA – Académie Aix-Marseille - 17, rue Julia – 13005 Marseille – 0491615206 – 14 novembre 2007

Ecole : démocratisation ou ségrégation ?

Les enquêtes PISA réalisées régulièrement auprès de tous les enfants de quinze ans des pays de l'OCDE montrent que notre système scolaire est de plus en plus clivé socialement. Notre école ferait réussir les enfants qui y seraient bien adaptés alors qu'elle aurait plutôt des difficultés à prendre en charge les autres. Les 20% d'une classe d'âge qui quittent le système sans aucune qualification en sont la démonstration la plus évidente et la plus dramatique. Force est de reconnaître que la massification de l'enseignement effectuée depuis une quarantaine d'années ne s'est pas accompagnée d'une véritable démocratisation et a plutôt générée le résultat inverse faute peut-être de n'avoir pas suffisamment diversifié les stratégies pédagogiques et trouvé les dispositifs porteurs d'une réelle démocratisation.

Pourtant, l'attente est grande dans la société de voir une rénovation profonde du système scolaire pour que celui-ci permette la réussite de tous. La réduction des inégalités et le renforcement de la cohésion sociale ne peut également se passer d'une réelle démocratisation de l'école. Les projets gouvernementaux vont-ils dans ce sens ? Les contours du système éducatif « refondé » de Nicolas Sarkozy annonceront-ils cette révolution, cette véritable rupture avec le passé et la rhétorique démagogique de l'égalité des chances. Les propositions de la lettre aux éducateurs du Président appelant « à poser les principes de l'éducation du XXI^e siècle qui ne peuvent se satisfaire des principes d'hier et pas davantage de ceux d'avant-hier » apparaissent souvent contradictoires et ne renseignent guère sur les finalités du projet.

Pour l'instant, seule transparaît la gestion comptable de la politique gouvernementale qui soulève naturellement quelques interrogations au sujet du « travailler moins pour apprendre mieux ». La réduction des heures de cours aujourd'hui dans le primaire et demain dans le secondaire apparaît

plus que suspect alors qu'elle pourrait faire l'objet d'un véritable débat et être l'occasion d'une restructuration du système et d'une redistribution des moyens. Ainsi, ce que l'on retient surtout, c'est la suppression de 85 000 postes d'enseignants pendant le quinquennat. Par contre, on ne trouve pas une seule ligne sur la nécessité de financer les autres missions, de plus en plus pressantes et nécessaires, des enseignants.

De même, la suppression du collège unique et celle de la carte scolaire risquent fort de renforcer le clivage de l'école française mentionnée dans les rapports PISA. Que fera-t-on des établissements dans lesquels personne ne voudra aller ? Le recrutement sélectif (*sur dossier ou autres*) deviendra-t-il la norme pour départager les candidatures dans les établissements les plus demandés ? « *Nul ne doit entrer en 6^e s'il n'a pas fait la preuve qu'il était capable de suivre l'enseignement du collège ...* » Idem pour la 2^e peut-on lire dans « *la lettre* ». Très bien ! Mais que fera-t-on de ceux « *qui n'ont pas fait leurs preuves* » ? L'orientation précoce sera-t-elle rétablie ? Reviendra-t-on purement et simplement à l'école de la III^e République avec d'un côté l'école pour le peuple et de l'autre l'école pour les élites. Ce serait ainsi une façon de prendre acte du processus entamé depuis trente ans à l'intérieur du système scolaire. Ce serait aussi la logique de la suppression du « collège unique », un concept qui n'a jamais vraiment pu exister et dont une multitude de blocages ont empêché son instauration en France depuis sa proclamation en 1975. Faute d'avoir pu adapter l'école à certains élèves doit-on simplement les en exclure. L'école est à la croisée des chemins : soit on l'engage vers davantage de démocratisation soit vers davantage de ségrégation. Avec le Se/Unsa, nous choisissons la première solution, la seule digne d'un pays démocratique. (Ph.Peyronnin)

« *La seconde autrement* » : bilan de 5 ans d'expérimentation au lycée Fourcade de Gardanne

Françoise Saint-Martin est professeur d'anglais au lycée M.M. Fourcade de Gardanne, bientôt formatrice en gestion mentale. Elle a dirigé le projet « *la seconde autrement* » sur une puis deux secondes avec une équipe

pédagogique constituée de volontaires pendant cinq années. Elle rappelle ici le contenu du projet et en dresse le bilan. (Françoise Saint-Martin animera une réunion sur ce thème au lycée Joliot-Curie à Aubagne au mois de janvier 2008).

Après deux années de préparation, de réunions, d'élaboration d'un projet constitué par et autour d'une équipe pédagogique, avec le soutien du CNIRS (*conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire*) aujourd'hui disparu et dirigé à l'époque par Anne-Marie Vaillé, le ministère nous donne enfin le feu vert. Entre septembre 2002 et juin 2007, nous avons pu bénéficier du ministère d'un volant de 360 HSE pour notre projet qui s'intitule « *La Seconde Autrement* ». Voici les objectifs qui ont servi de fil conducteur depuis la création de cette structure expérimentale :

Il s'agit de **relancer la motivation** par la réussite et le **plaisir d'apprendre** et de recentrer l'élève sur son **projet d'études** . Les actions spécifiques suivantes nous permettent de remplir nos objectifs :

- le tutorat
- les entretiens de Gestion Mentale
- les aides méthodologiques (*mémorisation, gestion des contrôles, lecture de consignes*)
- les ateliers de création
- les relations avec les parents

Le fonctionnement du projet :

Le tutorat : Chaque élève se voit attribué un professeur tuteur . Chaque professeur volontaire pour ce projet a trois tuteurés. Les rencontres ont lieu toutes les trois semaines et portent sur les résultats puis sur l'orientation. L'élève vient rencontrer son tuteur ou sa tutrice avec la cible sur laquelle ont été notés les résultats obtenus dans les différentes matières.

Les relations avec les parents : Parents et tuteurs se rencontrent au moins 3 fois dans l'année à l'occasion de la présentation du projet (1^e semaine) puis de la remise des bulletins en main propre après les conseils des 1er et 2e trimestre. En cas de problème , les parents ont été reçus à 2 ou 3 collègues pour signifier notre solidarité.

La méthodologie : Compte tenu des observations et des « négociations » avec les instances supérieures , les cours de module ont été faits par 1/3 de classe et non par ½ classe afin que l'élève puisse prendre la parole et décrire ses méthodes d'apprentissage face à ses pairs.

De septembre à décembre, différents problèmes - de méthode comme l'apprentissage des leçons, la gestion d'un DS, etc – transversaux ont été traités pendant ce créneau horaire .

Les activités créatrices : trois activités ont été offertes pour une heure supplémentaire par semaine dans l'emploi du temps des élèves. **Théâtre, Arts plastiques, Expression corporelle** qui a succédé à **infographie**. Chaque élève pratique ces activités à tour de rôle pour un total de 8 à 10 séances. Pendant 3 ans un collègue de philosophie s'est joint à l'équipe, travaillant avec le collègue d' ARTS Plastiques, et faisait réfléchir le groupe sur l'art dans la société (*1^e séance*) puis faisait analyser la production par chacun à l'issue des séances.

Les après-midi culturels ou d'ouverture : ils ont été très variés : sur la solidarité, le handicap, sorties à la Cour d'Appel, au musée Granet , à Radio grenouille, mais aussi travail en école maternelle (animation), découverte des métiers (tapissier- décorateur, pompier ou greffier, etc). Ils ont souvent été l'aboutissement ou le départ d'un travail transdisciplinaire.

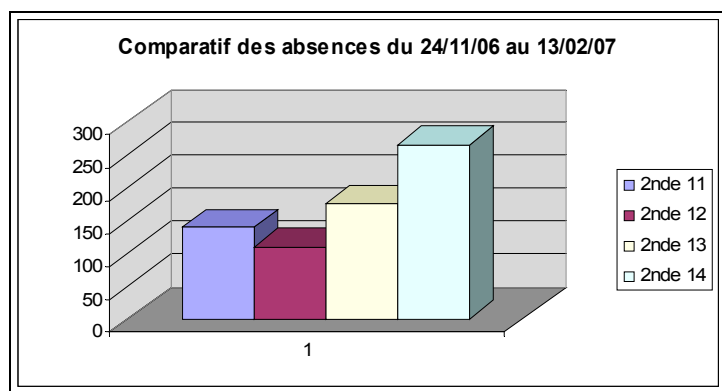
La Gestion Mentale : Les membres de l'équipe ayant suivi les stages de GM ont intégré dans leur enseignement le travail sur l'attention et la mémorisation. Certains se sont lancés dans les entretiens individuels avec les élèves volontaires et en demande. Suite au cheminement de réflexion pédagogique , 5 membres se forment aux Ateliers de Raisonnement Logique (*ARL*) et expérimentent l'outil acheté par l'établissement avec les élèves demandeurs .

Bilan et résultats :

Les résultats ont été d'ordre qualitatifs et quantitatifs. Comme au cours des années précédentes les aides méthodologiques et le tutorat ont pleinement donné satisfaction. Grâce à la grande disponibilité et ténacité des professeurs tuteurs qui ont rencontré leurs tuteurés aussi souvent que nécessaire et aussi parfois leur famille, les vœux provisoires ont été en adéquation aux résultats obtenus. Les entretiens individuels de Gestion Mentale ont servi de révélateur et de déclencheur. L'activité d'ouverture sur l'appareil juridique a été exploitée différemment : après la visite et les recherches documentaires, les élèves ont participé à un jeu de rôles préparé et encadré par les professeurs de français et ECJS.

(Au point de vue qualitatif,) les élèves acceptent de travailler malgré leurs difficultés et leurs choix d'orientation dans des disciplines comme la physique ou les SVT . Ils comprennent l'intérêt de travailler au lycée, allant parfois jusqu'à une réconciliation avec l'effort intellectuel. Les 3 activités créatrices (arts plastiques, théâtre, expression corporelle) permettent de stimuler l'imagination , de révéler les talents qui sommeillaient. La confiance en soi ainsi renforcée peut être ensuite réinvestie dans l'atelier d'écriture en français ou lors de la rédaction de saynètes et leur interprétation en anglais.

Bilan juin 2007 : Quels effets sur l'absentéisme ? Les effets obtenus sont mesurables en qualité et en quantité. -Au point de vue quantitatif, les résultats concernant l'absentéisme sont bien meilleurs que d'autres Secondes ayant le même "profil" (élèves suivant les options IGC-SES) - **seconde 12 : « seconde autrement ».**



❑ **Quels effets sur l'orientation ?**

classe	effectif	Passage 1ère	réorientation	redoublement
2 nd 11	35	30	2	3
2 nd 12	32	29	2	1
2 nd 13	34	25	4	5
2 nd 14	35	31	2	2

En ce début juin, le professeur principal, n'a pas dû aller en commission d'appel. Trois élèves seulement n'obtiennent pas le passage en 1^o : deux sont réorientés et l'une redouble à sa demande. Soulignons que 4 élèves (2 filles et 2 garçons) obtiennent un passage honorable en 1^oS SVT. Alors que le taux de passage est de 85% pour l'ensemble des secondes dans notre établissement, de 82 % dans les classes citées plus haut, il est de **90% en Seconde Autrement ! En 5 années le professeur principal n'est allé qu'une seule fois en appel.**

Collèges : à propos de l'accompagnement éducatif !

Des HSE certes, mais à quel prix..

Parmi les nouveautés de la rentrée pour le collège, une mesure de taille doit attirer notre attention et susciter notre réflexion. Il s'agit de l'« Accompagnement éducatif », intitulé vague à souhait qui permet d'englober toutes les activités menées dans ou autour d'un établissement scolaire. Ainsi, cet « accompagnement » se décline-t-il en trois domaines : « l'aide aux devoirs, la pratique sportive, la pratique artistique et culturelle ». A l'instar de l'intitulé du dispositif, le cadrage national des modalités de sa mise en place est très imprécis puisqu'il se contente d'indiquer que les activités « d'une durée indicative de deux heures » auront lieu en fin de journées tous les jours dans le collège, seront gratuites, s'adresseront à des élèves volontaires et seront encadrées par des professeurs volontaires, des CPE et documentalistes, des personnels de vie scolaire mais aussi des personnels extérieurs.

Ce dernier point engendre d'emblée une première remarque : pourquoi faire appel à des

personnes extérieures quand les personnels de l'établissement sont déjà sollicités ? S'agit-il

uniquement de faire intervenir des personnes aux compétences spécifiques comme des comédiens ou écrivains ? La rémunération prévue pour les intervenants extérieurs de quinze euros et quelques cents de l'heure ne le laisse pas penser... En revanche, elle incite à croire qu'il s'agit d'employer des personnes qui interviendront dans les mêmes domaines que les enseignants. La porosité de la frontière entre service public et secteur privé tend donc à s'accroître et, en l'occurrence, instaure davantage des relations concurrentielles que de partenariat. Pour preuve l'exemple d'un collège dans lequel les enseignants se sont portés volontaires dans le but d'éviter qu'une association d'aide aux devoirs, bénéficiant de subventions pérennes de la municipalité, étende son champ d'action dans les murs du collège ; n'oublions pas que le service public d'éducation nationale est le garant de la laïcité et de la neutralité.

Seconde remarque, si l'aide aux devoirs peut apparaître comme une nécessité non discutable pour combler les inégalités socioculturelles et favoriser la réussite de tous, il n'en est pas de même pour les deux autres domaines mentionnés par « l'accompagnement éducatif ». En effet, il ne s'agit en aucune façon de remettre en question le rôle primordial des pratiques artistiques et sportives dans l'épanouissement de l'individu, mais de

souligner qu'elles existent déjà : les associations sportives de l'UNSS, présentes dans tous les collèges, permettent à tous les élèves d'un établissement de pratiquer un sport et de participer à des compétitions en étant encadrés par les enseignants d'EPS en dehors du temps scolaire et pour une contribution financière accessible à tous. De même, les chorales et les ateliers de pratiques artistiques (théâtre, écriture, danse) permettent gratuitement à tous les élèves volontaires de développer leur créativité en travaillant avec un professionnel et deux enseignants volontaires. Ces ateliers de pratiques artistiques dépendent de la délégation académique à l'action culturelle (DAAC) qui rémunère l'intervenant et les enseignants. Les moyens de donner accès au sport et à la culture aux élèves dont les familles n'en ont pas la possibilité existent donc déjà bel et bien. L'accompagnement éducatif n'apparaît pas légitime dans ces domaines puisqu'il concurrence l'existant qu'il suffirait de consolider (par la validation d'un plus grand nombre d'ateliers). Mais peut-être y a-t-il un intérêt à ce redoublement de propositions d'activités... En effet, en saturant l'emploi du temps de l'enfant y compris en dehors du temps scolaire *stricto sensu*, l'accompagnement éducatif ne viserait pas le bien des élèves mais la satisfaction d'un désir consumériste, conscients ou non, de certains parents. Car plus l'enfant est élève, plus il est pris en charge par le système éducatif...

Ainsi, cet « accompagnement éducatif » ne relève pas directement d'une politique d'éducation mais d'une politique générale et, plus précisément, budgétaire. La réelle nécessité à laquelle répond ce dispositif est de tenir la promesse phare du président de la république dont nous rappelons le principe et non la formulation : résoudre le problème du pouvoir d'achat par une augmentation du temps de travail rémunéré en heures supplémentaires défiscalisées. Pour preuve, l'annonce concomitante de ces deux mesures : à l'exception des collèges classés « ambition réussite », ce n'est que fin septembre que les chefs d'établissement concernés ont été informés de leur obligation de mettre en place l'accompagnement éducatif et c'est le 4 octobre qu'était publié le « décret d'application aux agents publics de l'article 1° de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ». Oh combien est ironique cet intitulé si l'on considère les conséquences de ces mesures sur les conditions de travail et l'emploi ! L'emploi, d'abord, est bien malmené puisque 11 000 postes sont supprimés cette année dans l'éducation nationale, premier pas dans la diminution prévue de 85 000 emplois sur cinq ans... Exploit budgétaire réalisé par le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux et de la réduction drastique des places aux concours : curieuse manière de favoriser l'accès des jeunes diplômés à l'emploi ! Curieuse façon également d'améliorer la réussite des élèves dont le nombre doit s'accroître de 120 000 dans les cinq ans à venir !

Or, dès cette année il nous est demandé de faire plus pour les élèves avec moins d'adultes. Ce qui implique nécessairement de solliciter le personnel restant. Il est donc demandé aux enseignants et personnel de vie scolaire d'ajouter encore des heures à leur service c'est-à-dire de rester toujours plus dans le collège, de mobiliser toujours plus d'énergie puisque le temps de présence face aux élèves est augmenté et de réduire encore le temps personnel puisqu'il est nécessaire de préparer des activités supplémentaires – à moins qu'il ne s'agisse d'un système masqué de garderie... Curieuse façon d'agir « en faveur du travail » et en l'occurrence de ses conditions d'exercice ! Dégradation de l'emploi et des conditions de travail : le *volontariat* des professeurs ne pouvait être suscité autrement que par une rémunération en heures supplémentaires effectives (HSE) non soumises à l'impôt. Et dans ce domaine le ministère a montré la même démesure que pour les suppressions de postes, les dotations sont colossales... Mais pour cette année et cette année seulement. Car soulignons que l'accompagnement éducatif n'est pas appliqué à tous les établissements : seuls ceux classés ambition réussite, ZEP ou REP sont concernés cette année. En revanche, à la rentrée 2008 ce dispositif sera étendu à tous les collèges : il est alors fort improbable, à moins que n'existe une manne cachée, que les dotations soient aussi généreuses.

Quelques chiffres afin de mieux comprendre. Prenons l'exemple d'un collège du Vaucluse participant d'un Réseau d'Education Prioritaire, comptant 500 élèves et ayant reçu une DHG de 649,5 heures en 2007 : sa dotation annuelle pour que l'accompagnement éducatif soit mis en place est de 1920 HSE ! Rappelons que la Dotation Horaire Globale désigne la totalité des heures attribuées à un établissement pour son fonctionnement et l'on comprend que le rapport entre la DHG et ce nombre d'HSE est proprement indécent ! Et les applications sur le terrain aberrantes : l'activité du collège est augmentée de 60 heures /semaines ! Comment est-ce possible ? En utilisant les blancs du cadrage national, voire en prenant des libertés avec le texte puisqu'il s'agit, dans la plus totale précipitation, de plaquer un dispositif à une situation qui ne s'y prête pas (emplois du temps en vigueur réalisés en fonction d'autres critères que celui-ci, élèves dépendants du ramassage scolaire à qui il est impossible de rester après 17h, etc.). Ainsi, les heures d'accompagnement éducatif ont lieu de 16h à 17h et de 17h à 18h mais également de 13h à 14h... il y a même une heure placée de 8h à 9h le mercredi matin ! Qui encadre ces heures ? Là encore les dérives apparaissent : 25 heures sont encadrées par des professeurs, 17 par du personnel de vie scolaire et 18 par des personnes extérieures, qui viendront faire... de l'aide aux devoirs ! L'une d'elle a même obtenu 8 heures /semaine : quasiment un mi-temps !

Ainsi, du 8 novembre au 31 décembre, 420 heures seront utilisées... plus de la moitié de la

DHG annuelle ! Pour quel contenu pédagogique demandera-t-on ? Majoritairement (33h) pour de « l'aide aux devoirs », sans que les activités, méthodes cachées derrière cet intitulé ne soient définies et donc encore moins harmonisées. Le reste sera du soutien disciplinaire, du foot, du théâtre, sans qu'aucune modalité n'ait encore été définie là non plus. Sans qu'aucun dispositif d'évaluation n'ait été même envisagé. Cet exemple démontre que d'un collège à l'autre les situations seront très différentes mais que la préoccupation commune consiste autant à aider l'élève qu'à ne pas laisser perdre ce nombre d'heures dont l'annonce se fait providentiellement durant l'époque de l'imposition reine (3^{ème} tiers de l'impôt sur le revenu rapidement relayé par la taxe d'habitation et parfois de la taxe foncière) pendant laquelle nos compétences en calcul mental sont décuplées : impôt + impôt = Help HSE !

Alors, plutôt que de supprimer des postes à tour de bras et de demander de suppléer au déficit ainsi créer à ceux qui accomplissent déjà leur service avec conscience professionnelle (les *fonctionnaires* ne sont tout de même pas une légion de glandeurs et de parias), il serait peut-être temps de mener une concertation sur les rythmes scolaires des élèves et sur le rôle de chaque acteur participant de l'éducation : les mandats du SE-UNSA sont là pour éclairer le débat ! Mais quoi qu'il en soit, toujours moins d'adultes dans un établissement n'engendrera jamais une progression de la réussite des élèves. Et il ne s'agit même pas ici de demander plus de moyens mais tout simplement le maintien du peu qui subsiste ! Les actions actuelles ne sont ni menées pour le bien des élèves ni pour le bien du

salarié mais dans une logique budgétaire. Certes, l'économie nationale nous la joue Dame aux camélias mais, à supposer que l'on puisse économiser sur tout y compris l'éducation des futurs citoyens, comment les 800 millions d'euros récupérés sur les suppressions d'emplois pourraient-elles être bénéfiques quand dans le même temps les cadeaux fiscaux nous coûtent 12 milliards d'euros ?

Aussi, agissons de façon concertée et avisée : ne cédon pas à des logiques pécuniaires ni à des peurs importées du privé (« si ce n'est pas moi qui le fait ce sera quelqu'un d'autre, alors... » Haussement d'épaules), n'acceptons pas les heures de cette année sans regarder avec lucidité la rentrée prochaine : il n'y aura plus de carottes mais la charge supplémentaire de travail subsistera puisque l'effort consenti cette année aura créé un précédent et une preuve facilement exploitable du potentiel de servilité qui réside dans une masse affamée. Ne baissons pas la tête plus qu'elle ne l'est déjà : ne nous laissons pas encore endoctriner par des pseudo fatalités conjoncturelles. Nous sommes une force sociale, nous pouvons encore agir. Alors agissons ! Ne serait-ce que par un refus massif et motivé, c'est-à-dire expliqué, et une participation très forte à la grève du 20 novembre. Enfin, ne laissons pas des appellations abusives détourner la réalité, l'accompagnement éducatif existe déjà au travers de toutes les actions menées par les personnels d'un établissement public d'enseignement puisque nous sommes des pédagogues, c'est-à-dire ceux qui accompagnent l'enfant vers son autonomie d'être et de penser. **Corinne MATTEACCIOLI – prof. Collège Vallis Aeria (Valreas – Vaucluse)**

Des lacunes oubliées à l'école primaire

« Notre école primaire », peut-on lire dès l'introduction d'un récent rapport du Haut Conseil de l'Education sur l'Ecole primaire « *se porte moins bien que l'opinion publique ne l'a cru longtemps* ». Cela est largement exact, et nous l'avons dénoncé à de nombreuses reprises. Toutefois, il est deux aspects que ce rapport oublie de prendre en compte : la perte de désir d'apprendre au cours de la scolarité et le fait que l'apprendre n'est toujours pas au programme... Pourtant tous deux présentent les plus graves lacunes. Elles sont rédhitoires pour la suite de la scolarité... et pas seulement. Et sur ces plans comme sur les autres, pas question de dire « haro sur les enseignants » ! Les dysfonctionnements viennent de la façon dont le système éducatif est pensé, organisé et administré.

Le bon sens ferait penser que l'école a été créée dans le but de donner le goût, du moins pour le savoir, en tout cas pour les études. Elle devrait propager sinon l'amour de la connaissance, du moins la curiosité, l'envie de comprendre et le désir d'apprendre,. Pourtant que constate-t-on au cours de la scolarité ? Tout le contraire : une perte de l'appétence pour apprendre, une diminution de la motivation, du moins chez la grande majorité des élèves. Les enfants arrivent à l'école maternelle avec une foule de questions sur le monde, la vie ou eux. Progressivement ce questionnement disparaît, ou du moins se trouve enfoui... Et pour ceux qui réussissent, une fausse idée de l'apprendre se met en place dans leur tête. L'école les formate à devenir de gentils consommateurs de savoirs. Apprendre devient pour eux écouter un maître parler. On apprend ses leçons parce qu'on y est obligé, on fait les exercices demandés. A cela s'ajoute, chez de nombreux enfants, une perte de confiance dans leurs capacités de réussite personnelle.

Pourtant c'est oublier une donnée incontournable qui devrait fonder toute l'éducation : ***seul le désir conduit au savoir***. A-t-on déjà pu forcer quelqu'un à apprendre quoi que ce soit s'il n'en a le désir ? Ce qui ne signifie pas que l'attention ou l'effort ne soient pas nécessaires. Le désir d'apprendre ne s'enseigne pas, du moins au sens

classique du terme ; cela se rencontre, cela s'expérimente, cela émerge par d'autres voies que le discours du seul savoir, et parfois même sans discours du tout. Les solutions possibles sont connues, mais les habitudes l'emportent...

On pourrait également penser que l'école a pour priorité d'apprendre à apprendre. Or que constate-t-on là aussi ? Les élèves savent exécuter un certain nombre de rituels obligés. Ils mémorisent tant bien que mal, mais ils n'ont pas pris conscience de leur façon d'enregistrer et surtout qu'il peut exister d'autres approches plus performantes pour retenir. Ils lisent plus ou moins bien, mais ne savent toujours pas utiliser un livre de sciences ou d'histoire. Ils n'ont pas appris par exemple qu'il existe des aides à la lecture comme la table de matières, un index ou un lexique. Les lacunes sont tout aussi grandes dans la gestion du temps, la tenue d'un agenda, la prise de parole, l'argumentation ou la présentation de leurs travaux, etc.... Paradoxe des paradoxes, l'école n'apprend que trop rarement à apprendre *efficacement*. Ceux qui l'ont compris l'ont appris dans leur famille ou l'ont décodé à coup de mauvaises notes ! Pourtant, apprendre à apprendre est essentiel, et pour la réussite scolaire, et pour la pertinence du savoir, et pour se connaître soi-même. Apprendre à apprendre, ce n'est certes pas acquérir directement des connaissances ou une culture ; cependant c'est le passage obligé. En d'autres termes, savoir apprendre permet de développer ses potentialités, et surtout de savoir les mobiliser dans les différentes situations de l'école et d'après l'école.

Derrière ces lacunes, il y a avant tout des problèmes de programmes et des questions de formation. Les programmes sont de conceptions corporatistes, réalisés en fonction des disciplines établies... à la fin du XIX^{ème} siècle¹. Et ce n'est pas l'approche actuelle du socle de connaissances et de compétences qui change grand chose. Des pans entiers de savoirs pour comprendre le monde actuel ne sont pas à l'école, comme l'économie, le droit, l'anthropologie ou la psychologie, sans oublier les savoirs transversaux ou des démarches indispensables comme l'analyse systémique ou la pragmatique. On pourrait même dire que les savoirs les plus importants pour l'époque ne sont pas à l'école. Sur le plan de la formation, les carences sont immenses et multiples. 40% des enseignants qui sont dans leurs dernières années de métier ont été recrutés sans qu'on leur ait fait suivre une quelconque formation initiale. Ce n'est pas négligeable : ils représentent environ 15% du corps enseignant ! Pour les autres, que ce soit en matière de recrutement ou de formation, tout est parcellisée, sans recul suffisant, souvent sans lien entre la théorie et la pratique. La didactique des branches enseignées est négligée, l'histoire des savoirs, de leur pratique, est absente. Aucun cours de rhétorique ou simplement de prise de parole, de mise en espace par le théâtre, aucun travail sur soi, sur ses émotions, sur la connaissance de l'autre...

De plus tout est fait pour infantiliser l'enseignant par une dramatique gestion du personnel. Heureusement quelques inspecteurs sortent de leur rôle pour accompagner et dynamiser leurs enseignants. Mais ils sont encore bien rares ! On maintient en l'état un certain train-train. Normal ! Puisque les parents sont globalement satisfaits du système. Peu importe si les enfants perdent leur temps et leur curiosité. Et enfin, la conception du changement est dramatique. Tout le monde a intégré que le changement vient d'en haut. Et chaque ministre y va de sa réforme ou plutôt de ses lubies. Prendra-t-on conscience un jour des blocages et surtout du marasme créé par trente ans de réformes non pensées sur le plan de la conception et de la mise en place. Sans compter les effets d'annonce qui se contredisent. Pourtant, un peu de recul sur un passé récent montrerait que le changement ne se décrète pas ! Un seul ministre l'avait bien perçu : Edgar Faure. *«En décrétant le changement, disait-il, l'immobilisme s'est mis en marche et je ne sais plus comment l'arrêter.»* C'était... en 1968 ! Depuis, tout n'a jamais fait que se répéter... On sait aujourd'hui comment faire évoluer un système complexe. Quand fera-t-on un peu de veille pédagogique en France ? Quand regardera-t-on ce qui marche ailleurs ? Pourquoi ne favorise-t-on pas la recherche en éducation ? On en fait bien en matière culinaire ; l'avenir de nos jeunes enfants aurait-elle moins d'importance que celui de la table ? *André Giordan*

André Giordan, instituteur et professeur, est actuellement professeur à l'université de Genève, président de la Commission internationale de Biologie et éducation. Il dirige le Laboratoire de didactique et épistémologie des sciences. Derniers livres : *Apprendre à Apprendre*, Libro 2007, *Une autre école pour nos enfants*, Delagrave 2002, *Apprendre !*, Belin, 2004

Les quarante ans d'une icône

Le Che ! Avant tout une photo stylisée par Andy Warhol et répétée à l'infini. Depuis quarante ans le cliché d'Alberto Korda pris le 5 mars 1960 continue de faire le tour du monde. Eternel symbole de la rébellion, de nouvelles générations se l'approprient comme une Joconde dédiée à la justice sociale. Si l'image a encore autant de succès, c'est qu'elle concentrerait toutes les vertus supposées du héros

révolutionnaire selon le publiciste Jacques Séguala. On y percevrait ainsi l'honnêteté, la bravoure, le désintéressement, le défi, la loyauté, la fierté, sans oublier une dose de virilité militaire. Et ce visage exprimerait aussi bien la fermeté que la confiance, la négligence que le sérieux de l'engagement rappelé par l'étoile du béret.

¹ Voir notamment dans « Une autre école pour nos enfants », ch. 2



On pourrait sûrement y ajouter la jeunesse. Le personnage de la photo à 32 ans. Si il vivait encore, Guevara aurait 79 ans et le cliché de Gorda serait certainement depuis longtemps remisé dans les carton des archives historiques cubaines.

Il en a 39 lors de son exécution dans une petite école bolivienne. Le mythe a commencé là-bas et s'est construit méticuleusement à la Havane. Son ancien compagnon d'armes, pourtant responsable de l'ostracisme du héros, lance l'opération de mythification quelques jours plus tard, un 18 octobre 1967, sur la place de la Révolution à la Havane. Le *lider Maximo*, en prononçant l'éloge funèbre dépose le label, façonne à sa façon l'image du Che rédempteur. Une bonne affaire pour un régime déjà englué dans la bureaucratisation et la répression. L'espérance d'une éternelle jeunesse ! L'image devient la projection d'un modèle qui se relie ainsi aux tréfonds de l'inconscient collectif, aux héros des mythologies, des légendes, des religions. Une image archétypique au sens jungien du terme ! Celle de l'homme révolté et celle du Christ martyr, défenseur des opprimés. Les petits cubains connaissent par cœur l'Odyssée révolutionnaire et récitent chaque matin l'Ode à l'image mythique : « Seremos como el Che !... ».

Mais l'homme, lui, est certainement ailleurs, moins lumineux qu'on le souhaiterait et ses zones d'ombre sont nombreuses, n'en déplaisent à tous les hagiographes. Masse d'amour, masse de haine ! L'expression de Maïakovski pour se qualifier lui-même conviendrait peut-être aussi à la personnalité clivée et contradictoire du Che : *exemplaire et arrogant, provocateur et réfléchi, impitoyable et humaniste, idéaliste et extrémiste, communiste et*

électron libre, idéologue mais dénué de toute diplomatie et calcul politique, tel le décrit le journaliste et écrivain Christopher Hitchens, ancien admirateur de la révolution cubaine. L'homme est plutôt autoritaire et cet « autoritarisme à tout crin » (*Régis Debray*) s'accorde parfaitement avec l'idéologie stalinienne de l'époque dans sa version soviétique d'abord puis quasiment maoïste ensuite. Ainsi, Guevara, plutôt admirateur que détracteur de Staline, considérait comme inévitable une part de stalinisme dans une révolution (*France Observateur du 18/05/1961*). Il appliqua ainsi à l'échelle cubaine les recettes du « petit père des peuples ». Exécutions expéditives de centaines de cubains lorsqu'il fut commandant en chef de la prison de la Cabana de janvier à juillet 59, apologie de la terreur révolutionnaire à la tribune de l'ONU le 11 décembre 1964 (*nous continuerons à fusiller tant qu'il le faudra... !*), mise en place dès 1960 des premiers camps de réhabilitation par le travail, avatar tropical du Goulag soviétique, construction de « l'homme nouveau », concept commun à tous les régimes totalitaires. Prêt à toutes les aventures, à toutes les destructions pour la victoire finale, il fait partie des jusqu'aboutistes en 1962 lors de la crise de fusées qui considèrent les Soviétiques qui refusent la guerre nucléaire comme de tièdes révisionnistes. Il ne s'est guère démarqué également de l'orthodoxie communiste sur le plan économique et fut plutôt un piètre ministre de l'industrie qui a participé à la ruine de l'économie cubaine qui ne survivra ensuite que des perfusions du grand frère soviétique. Et ses pérégrinations internationales après son départ forcé de Cuba ressemblent davantage à une errance hallucinée qu'au parcours d'un révolutionnaire méthodique. Incompris et isolé au Congo comme en Bolivie, son intransigeance le conduit à une mort attendue et presque banale.

Le guévarisme a-t-il jamais existé ? Ne fut-il pas à l'image de la vie d'Ernesto Guevara qu'une somme d'aventures et de confusions, de mélanges syncrétiques si particuliers à l'Amérique latine.... Que resterait-t-il donc de l'épopée guévariste ? Peut-être simplement ce cliché pris en 1960. Celui représentant un visage, un regard fixant obstinément l'horizon devenu l'icône d'une éternelle révolution, inachevée parce que sans fin, allégorie de l'éternel combattant. **Ph. Peyronnin**

Lettre ouverte au président de la République

Monsieur le Président,

Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent !

Vous semblez découvrir ce que nous n'avons cessé de dénoncer : après des années de progrès constants, de hausse du niveau de formation des jeunes, le système éducatif peine encore à remédier à l'échec scolaire de milliers de jeunes en difficulté.

Mais cette crise est d'autant plus urgente à traiter qu'elle s'inscrit dans une société qui voit grandir les inégalités sociales et territoriales. S'il y a des difficultés dans l'Ecole, elles renvoient aussi, tout le monde le sait, à des difficultés vécues au quotidien hors de l'école par des milliers d'enfants et de jeunes. Non, tous les enfants n'ont pas les mêmes chances au

départ, tous les jeunes n'ont pas les conditions de vie, de santé, d'équilibre qui leur permettent, sans accompagnement, d'accéder aux apprentissages, de se projeter dans l'avenir. Aider efficacement les jeunes les plus en difficulté, former les enseignants pour cela, combattre les inégalités sociales et le danger que représenterait l'instauration d'une Ecole à deux vitesses, ouvrir un avenir positif pour tous les jeunes, rien de plus difficile, rien de plus compliqué sans doute, mais rien de plus indispensable pour les jeunes, pour nous, pour l'avenir du pays. C'est pourquoi l'Ecole doit réussir à se transformer.

C'est ce défi là que doit relever le Service Public d'Education, parce qu'il est le seul à pouvoir le faire, pour tous, et pas seulement pour les plus favorisés ou les « méritants ».

C'est une question d'avenir, c'est un enjeu de démocratie. « Egalité des chances » ou « ambition-réussite », ces grands mots, tout comme les polémiques stériles sur les méthodes d'enseignement, ne peuvent tenir lieu de politique de transformation démocratique de l'Ecole.

Au contraire, supprimer des milliers de postes, réduire l'offre d'enseignement pour tous, libéraliser la carte scolaire pour laisser se développer des ghettos scolaires, jouer la concurrence entre établissements, annoncer un collège éclaté, favoriser l'école privée, c'est menacer gravement le service public. Comment avancer avec une politique guidée par la seule réduction des coûts ?

Tristement historique, la suppression de 11 200 emplois dans l'Education nationale (et peut-être plus dans les années à venir), s'ajoutant aux milliers déjà subies, annonce encore plus de précarité, de difficultés, pour tous, personnels, familles, élèves. C'est inacceptable.

L'école, les enfants et les jeunes méritent mieux.

L'avenir des enfants d'aujourd'hui, leur formation de citoyen et leur insertion professionnelle ne peuvent pas se réduire à un problème de « rentabilité » du système, encore moins s'organiser en sélections successives avant le collège, les lycées ou l'université. Leur avenir se joue dès la maternelle, il se joue dans des classes moins chargées, il se joue dans un collège pour tous, il se joue dans la mise en oeuvre de pédagogies et d'organisations prenant en compte chacun, permettant l'accès de tous aux savoirs, à la culture. Il se joue certes avec des études dirigées, mais aussi et surtout avec une meilleure cohésion de la communauté éducative, des enseignants formés, des personnels pour accompagner, aider à tous les niveaux enfants et adolescents.

Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre École publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix, un autre budget, une autre politique.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le président de la République, l'expression de notre haute considération.

Cé, CRAP-Cahiers pédagogiques, FAEN, FCPE, FERC-CGT, FIDL, FSU, GFEN, ICEM-Pédagogie Freinet, Ligue de l'enseignement, SGEN-CFDT, UNEF, UNL, UNSA Education.